

RURALITÉ • Frédéric Nihous, président du mouvement Chasse pêche nature et traditions présente son rapport sur la diversification agricole

CPNT présent aux Européennes

A l'occasion de la remise de son rapport aujourd'hui au ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, Frédéric Nihous fait le point sur l'état du monde rural et les objectifs de son parti.

A quoi va servir votre rapport ?

Le ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, m'a demandé de lui proposer un plan d'actions concrètes à mettre en œuvre rapidement. C'est un élu de montagne, très sensible aux questions de diversification. Il a l'intention d'accélérer les choses sur ce plan-là. La diversification agricole, c'est un peu le serpent de mer du ministère de l'Agriculture.

La volonté est d'élaborer un programme pour la diversification, à la fois pour solidifier les exploitations agricoles et pour développer les territoires ruraux. Mon rapport va être analysé par les services du ministre.

Dès la rentrée, il fera l'objet de mesures d'applications sur les plans législatifs, réglementaire et européen. Il y aura surtout de la mise en cohérence et de la simplification des dispositifs.

Comment avez-vous bâti votre rapport ?

Je suis parti de la réalité du terrain. J'ai réalisé plus d'une vingtaine de déplacements dans les régions et plus d'une centaine de rencontres. Ce rapport a été fait au service du monde agricole et rural et avec lui.

Ce qui m'a guidé, c'est la volonté d'être opérationnel. Pour moi, l'état doit être un facilitateur, un catalyseur d'initiatives. Il doit d'abord être à l'écoute des territoires pour mettre de l'huile dans les rouages.

Vous êtes-vous inspiré d'exemples du département ?

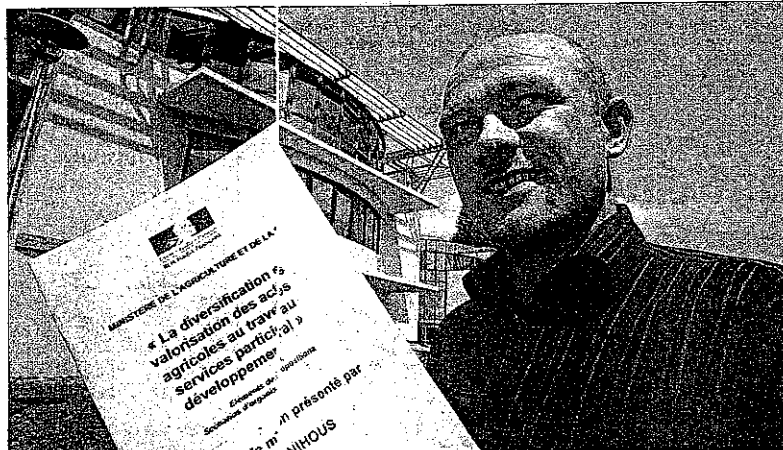
Oui. Les Pyrénées-Atlantiques sont plutôt en avance dans l'agrotourisme et la vente directe. Ils sont un exemple aussi en terme de structuration d'une politique d'accompagnement. Je pense notamment à la démarche de formation menée par la chambre de métiers ou aux plateformes médicales multiservices du canton d'Arzac. C'est une ingénierie d'accompagnement qu'on pourrait calquer sur le monde agricole.

Dans quels domaines les besoins en service sont-ils les plus criants en milieu rural ?

Les accueils pour les personnes âgées sont insuffisants. Des solutions existent par exemple dans le nord où des personnes âgées sont accueillies à la ferme. Une solution serait de prévoir un statut et des formations pour ces agriculteurs. À côté de cela, l'on a un déficit de plus en plus criant de services publics de proximité: poste, sécurité sociale et aussi de petits commerces.

Le projet de privatisation de la poste vous paraît-il judicieux ?

Non. Je suis très attaché au service public. Avec la Poste, on est au cœur du rôle de l'état. Rien



Le président du parti présente aujourd'hui

ses quinze propositions à Michel Barnier. (Photo Marc Zirnheld)

n'empêchera le futur actionnaire privé de se désengager par la suite. Par contre, je ne suis pas opposé à un service adapté en terme de coût ou de fréquence. Le vrai risque, c'est celui d'une approche purement comptable et financière qui ferait disparaître le lien territorial et social, à l'heure où la demande est à la proximité.

L'augmentation des prix du carburant touche les ruraux en premier lieu.

Quel remède faut-il y apporter ?

Il faudrait avoir un vrai raisonnement sur la fiscalité énergétique. Pourquoi ne pas réfléchir à une nouvelle TVA à taux réduit pour les besoins en énergie ? Il faut aussi développer les moyens de transport de substitution: lignes SNCF, développement des transports en commun. Il est également nécessaire d'intégrer le raisonnement énergétique à l'aménagement

du territoire: en maintenant les emplois, les services publics et le petit commerce en milieu rural, on limitera d'autant les déplacements.

Vous avez appelé à voter pour Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle. Le regrettez-vous pour la ruralité ?

Non. Déjà, on se préoccupe beaucoup plus de la ruralité. Ma

mission le montre. Depuis un an, on nous écoute. Des choses vont dans le bon sens en matière de soutien à l'artisanat et aux PME. Maintenant, il serait temps que l'on nous entende un peu plus en terme d'économie, d'environnement. Pour l'instant, entre Borloo et Vynet, on ne voit pas de différence.

Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'Etat à l'environnement, souhaite réintroduire une femelle ours dans les Pyrénées. Partagez-vous ce souhait ?

Non ? Qu'elle la prenne à Versailles ou à Longjumeau ! La montagne n'a pas besoin de nouveaux ours. Elle a besoin d'emplois, d'industries, d'école dans ses villages. Elle est dans la gestion de symboles. C'est de l'écologie puillette, une vision purement paritariste de la montagne et de la ruralité.

Le mouvement CPNT est né à l'occasion des élections européennes de 1989. 20 ans après serez-vous encore présents ?

On sera présents d'une façon ou d'une autre. On aura des candidats dans des listes CPNT, probablement dans les zones où nous sommes bien implantés. Moi-même, je conduirai une liste là où je serai le plus utile peut être dans la circonscription du grand sud-ouest. On en saura plus après notre comité exécutif du 9 septembre.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-MARC FAURE

DIVERSIFICATION MODE D'EMPLOI • Frédéric Nihous propose cinq axes

Légitimer et accompagner la

faire de la diversification agricole un axe économique à part entière est l'objectif phare qui ressort du rapport remis aujourd'hui au ministre de l'Agriculture.

En cinquante pages, Frédéric Nihous, président du mouvement Chasse pêche, nature et traditions (CPNT) livre un rapide diagnostic de l'état de la diversification, avant de proposer cinq axes de développement illustrés par 15 mesures.

Il y a souvent un frein psychologique à la diversification car les agriculteurs considèrent que leur premier métier est la production de biens alimentaires, note Frédéric Nihous.

Le premier axe est donc la légitimation de la diversification par le soutien d'une politique d'état. L'installation d'un conseil consultatif national de la diversification (mesure 1) et l'organisation d'une journée annuelle de la diversification (mesure 2) sont proposées.

Le deuxième axe concerne la construction de références et d'un

réseau partagé à partir du recensement des multiples actions de terrain déjà menées. La création d'un observatoire national permettant la mise en réseau d'une banque de données publiques (mesure 3) et la réalisation d'un guide national de la diversification (mesure 4) figurent parmi les propositions.

La mise en place d'une politique territorialisée de projets est le troisième axe. Il s'agit là de répondre au besoin d'appui des porteurs de projets tout en proposant une approche intégrée au territoire.

Les NTIC au service de la diversification

La détermination d'un référent départemental diversification-doublée d'une structure d'ingénierie (professionnelle et interconsultaire) (mesure 5) est une solution proposée.

Pour financer les projets, Frédéric Nihous propose la création d'un fond d'initiatives rural et d'accompagnement territorial



« Bienvenue à la ferme » participe à cette

(mesure 6) financé par l'Europe et l'Etat. Il propose encore de mobiliser les nouvelles technologies de l'information et de la com-

d'action et quinze mesures

diversification



tendance. (Photo J-Ph. Gionnet)

munication (NTIC) pour le développement des territoires ruraux (mesure 7). Il propose notamment d'attribuer pour le réseau haut (ou

très haut) débit, une fréquence hertzienne libérée par la télévision numérique.

Le quatrième axe vise à faciliter la diversification par une nouvelle fiscalité et une formation. Le rapport préconise une fiscalité, des charges et un soutien financier incitatifs (mesure 8) et de la clarification administrative et une facilitation sociale (mesure 9), un dispositif de formation adapté (mesure 10), et un assouplissement des règles d'urbanisme (mesure 11).

Le dernier axe veut donner quelques pistes pour les filières classiques ou innovantes.

Quatre mesures sont proposées dans cette optique: développement de la filière de diversification environnementale (mesure 12), des filières éducation et accueil pédagogique, accueil social ou intergénérationnel (mesure 13), favoriser des débouchés pour les produits issus de la ferme (mesure 14), agrotourisme de niche (chasse, pêche) (mesure 15).

UN AXE BAUDREIX-CAUBIOS-LOOS

Quelques mois après les présidentielles, Frédéric Nihous qui avait appelé à voter Nicolas Sarkozy au second tour, s'est vu confier une mission auprès du ministre de l'Agriculture, Michel Barnier.

De novembre à juin, il a partagé son temps entre son domicile de Baudreix dont il est élu, les bureaux du ministère de la rue de Varenne et ses déplacements à travers la France pour sa mission, mais aussi pour le compte de CPNT.

Au ministère de l'Agriculture, il était voisin de bureau avec un autre Béarnais, Bernard Layre, maire de Caubios-Loos, qui avait vécu, lui aussi, une séquence politique intense aux législatives à Pau, pour le compte de l'UMP.

Ce dernier a hérité d'une mission consacrée à l'autonomie énergétique des exploitations agricoles, vaste sujet sur lequel il pianche encore.

« On s'est très bien entendu... Il m'a beaucoup aidé », se réjouit Frédéric Nihous. Ce dernier va maintenant profiter de quelques semaines de vacances en compagnie de son épouse et de leur petite Lisa, âgée de quatre ou cinq mois.